

Les transformations de l'agriculture familiale dans les petites villes : le cas de Muea au Cameroun

Laurent Parrot¹
Azer Nantchouang²
Clovis Dongmo³

¹ Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)
UPR Hortsys
TA B-103/C
Campus international de Baillarguet
34398 Montpellier Cedex 5
France
<laurent.parrot@cirad.fr>

² Institut national de la statistique du Cameroun (INS)
P.O. Box 134
Yaoundé
Cameroun
<nantchouangazer@yahoo.fr>

³ Université de Yaoundé I
BP 337
Yaoundé
Cameroun
<dotaclo@yahoo.fr>

Résumé

Entre 1930 et 2020, la population de l'Afrique de l'Ouest aura été multipliée par 10 et vivra en majorité en ville. Nous étudions les enjeux que rencontrera l'agriculture familiale dans ce contexte et plus particulièrement dans les zones de croissance côtières de l'Afrique de l'Ouest, surtout dans les « petites » villes. Les données portent sur l'analyse à 10 ans d'intervalle d'une petite ville en zone périurbaine, située à une soixantaine de kilomètres de la ville de Douala, au Cameroun. Les résultats indiquent que si les revenus de l'agriculture ont considérablement diminué, les conditions de vie générales de la population se sont améliorées grâce aux activités urbaines. Cependant, en termes d'emploi, nous observons le maintien d'une agriculture de subsistance ou de précaution auprès du tiers des actifs. L'horticulture est le seul segment en croissance. Dans un contexte de précarité, l'agriculture familiale persistera et s'adaptera à ces nouvelles contraintes, mais aussi à de nouvelles opportunités. Un regard sur les petites villes permet de nuancer les impacts globaux de l'urbanisation et laisse envisager le maintien d'une agriculture de subsistance, et en parallèle l'émergence d'une agriculture plus capitaliste.

Mots clés : agriculture familiale ; urbanisation ; horticulture ; ménage ; ville.

Thèmes : systèmes agraires.

Abstract

The transformations of family farms in small cities: the case of Muea in Cameroon

Between 1930 and 2020 the population of West Africa will have increased tenfold and will be living mostly in cities. We study the challenges this poses to family farming, especially in the coastal growth areas of West Africa, and more specifically in "small" cities. We analyzed data collected 10 years from a peri-urban area about sixty kilometers from the city of Douala in Cameroon. The results indicate that although farm incomes have decreased considerably, the living conditions of the population have improved due to the rise of urban activities. However, in terms of employment, we observe the prevalence of some forms of subsistence and risk-averse farming among one third of the workers. Horticulture is the only agricultural growth sector. In a context of social uncertainty, family farms will still be maintained and will adapt to their new constraints but also to their new opportunities. A study of small cities puts the global impacts of urbanization into perspective and suggests that subsistence family farms can co-exist with more capitalistic family farm systems.

Keywords: family farms; urbanization; horticulture; households; towns.

Subjects: farming systems.

Tirés à part : L. Parrot

doi: 10.1684/agr.2015.0759

Pour citer cet article : Parrot L, Nantchouang A, Dongmo C, 2015. Les transformations de l'agriculture familiale dans les petites villes : le cas de Muea au Cameroun. *Cah Agric* 24 : 215-23. doi : 10.1684/agr.2015.0759

La transition démographique que traverse l'Afrique subsaharienne est sans précédent par son ampleur et sa rapidité. Entre 1930 et 2020, la population de l'Afrique de l'Ouest aura été multipliée par 10 (Cour, 2001). Selon les estimations de Losch *et al.* (2011), 330 millions de jeunes actifs devraient arriver sur le marché du travail entre 2010 et 2025. La croissance urbaine et le processus d'urbanisation ont déjà provoqué – et continueront de le faire – une intensification de la production agricole pour répondre à la demande d'une population non seulement encore en forte croissance mais de plus en plus urbanisée. Le rapport entre le nombre d'urbains par rapport au nombre de ruraux est ainsi passé en Afrique subsaharienne de 0,2 en 1950 à 0,68 en 2005 (x 3,4) et ce rapport devrait s'établir autour de 1,4 en 2050 (x 7,15) (United Nations, 2014).

À partir du constat d'une forte corrélation entre les taux de pauvreté et la pratique d'une activité agricole, deux conceptions s'opposent concernant le contenu des politiques publiques. Pour les tenants du biais urbain, il convient d'investir dans le secteur agricole (Diao *et al.*, 2010 ; Losch *et al.*, 2011 ; De Janvry, 2010). Selon Losch *et al.* (2011), le fait que d'ici 2025, 40 % des jeunes entreront sur le marché du travail en zone rurale justifie une concentration des investissements dans ce secteur. Pour les spécialistes de l'urbain qui constatent qu'à activité équivalente les revenus en ville sont plus élevés qu'en milieu rural, l'enjeu consiste au contraire à favoriser les migrations géographiques et professionnelles par un exode rural. Les investissements seront destinés à favoriser la structuration de marchés solvables et l'allègement des barrières à l'entrée en faveur d'activités non agricoles (Cour, 2007 ; Haggblade *et al.*, 2007 ; Wiggins *et al.*, 2010).

Cet article estime les effets de l'urbanisation dans des petites villes et en particulier auprès des agricultures familiales. Nous constatons que les densités de population augmentent dans la plupart des régions à fort potentiel économique, notamment par les migrations (Cour, 2007). L'objectif ici est donc d'identifier les transformations des conditions de vie des agricultures familiales à l'échelle

d'une petite ville et de porter un éclairage sur l'ampleur de l'impact social et sectoriel du processus d'urbanisation. De nombreux travaux se sont intéressés aux petites villes (Taylor et Adelman, 1996 ; Wiggins, 2000), mais peu ont suivi dans le temps les dynamiques du changement. Des travaux récents commencent à se pencher sur le suivi du processus de transformation agricole et non agricole à l'échelle de petites villes africaines comme ceux de Headey *et al.* (2014) en Éthiopie. Les auteurs montrent dans le cas de l'étude de 93 villages (28 ménages interrogés par villages) que les pressions foncières provoquent une intensification des pratiques agricoles, accompagnée d'un appauvrissement des ménages. Notre étude complète ces travaux en intégrant les activités non agricoles et un suivi dans le temps de l'intégralité des ménages d'une petite ville. Cela permet d'étudier l'ampleur relative de la transformation de la ville et le rythme du phénomène. Nous avons retenu une petite ville située à une soixantaine de kilomètres de la ville de Douala au Cameroun, dans une zone particulièrement bien dotée en ressources naturelles et en infrastructures routières. La méthodologie présentera les deux séries d'enquêtes indépendantes conduites en 1995 et 2004. Ensuite, les résultats montreront comment, derrière une amélioration des conditions de vie des ménages, se cachent de profonds changements sociaux. Si la base de données est relativement ancienne, elle n'en demeure pas moins significative des mécanismes de changement à l'œuvre dans les petites villes ; elle permet de présenter quelques perspectives originales d'évolution pour les agricultures familiales dans les zones de croissance côtières de l'Afrique de l'Ouest.

Méthodologie

Les données ont été recueillies dans la ville de Muea sur les pentes du mont Cameroun, un volcan actif. Cette ville peut être considérée comme représentative des petites villes bénéficiant d'un bon accès aux marchés et de fortes pressions sur des ressources naturelles relativement abondantes. La ville possède environ 6 500 habitants et répond

à la définition d'une ville par les autorités camerounaises. Cela dit, il est difficile de bien définir les petites villes, d'abord à cause des définitions différentes et évolutives, mais aussi à cause de l'absence de données statistiques. Au Cameroun, les deux recensements de 1976 et 1987 ont considéré comme milieu urbain toute localité remplissant les fonctions de chef-lieu d'une unité administrative ou toute localité de plus de 5 000 habitants et comportant un certain nombre d'infrastructures courantes (INS, 2009). Cependant, dans la 3^e enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM, 2007), une strate urbaine considère les grandes villes d'au moins 50 000 habitants, une strate semi-urbaine les petites villes de 10 000 à moins de 50 000 habitants et une strate rurale les petites agglomérations de moins de 10 000 habitants.

La ville de Muea se situe dans le département de Fako, dont les densités de population ont doublé de 118 à 208 habitants au km² entre 1987 et 2007 (INS, 2013), dans un pays où la densité moyenne est de 46 habitants par km². La proximité avec la ville de Douala facilite l'accès à des marchés alimentaires solvables, mais favorise aussi la pression foncière. En effet, la ville de Douala a vu sa population progresser d'un million d'habitants en 1995 à 2 millions d'habitants en 2005 ; et on estime qu'elle abritera près de 5 millions d'habitants en 2025 (United Nations, 2014) (figure 1).

Deux séries d'enquêtes indépendantes ont été conduites en 1995 et 2004 (Parrot *et al.*, 2008a). Elles ont consisté en un recensement de la population pour la constitution d'une base de sondage, une enquête dédiée aux conditions de vie des ménages, une enquête ciblée sur les tontines, et une enquête sur les activités commerciales du marché local. Au final, 310 ménages ont été interrogés en 1995 et 328 en 2004, soit 20 % de la population totale. Les prix ont été déflatés par les indices de prix sur la période pour tenir compte de l'inflation durant la période des enquêtes.

Nous faisons, dans cette étude, référence à la notion de personne active en utilisant la définition de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui définit comme actif une personne qui remplit les conditions pour être incluse parmi

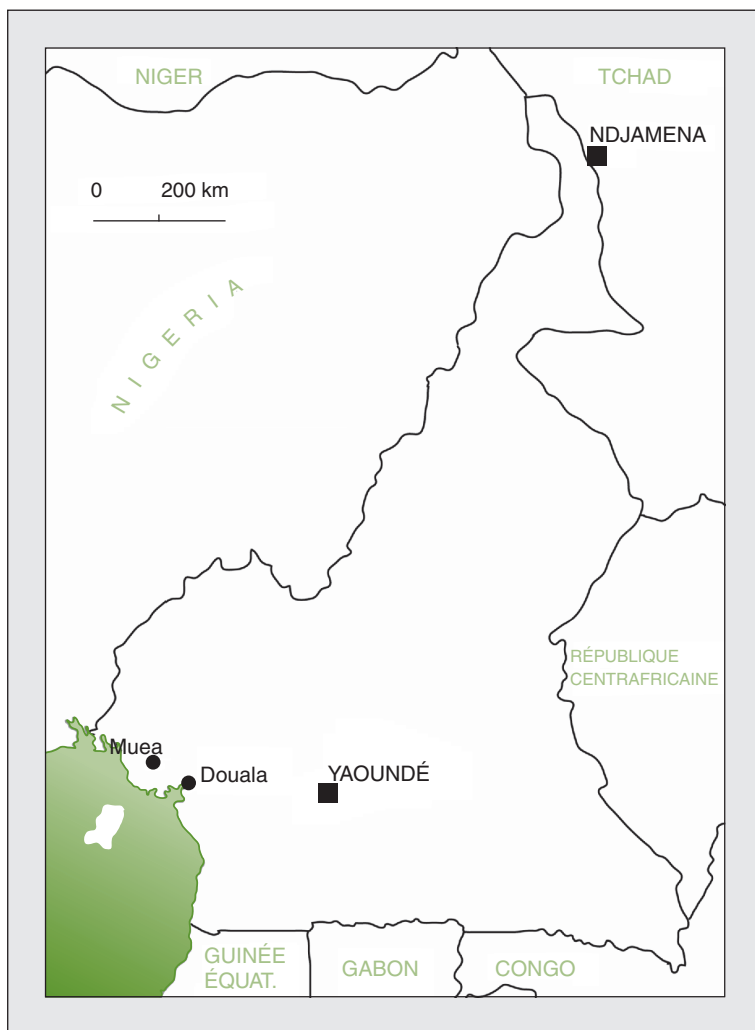


Figure 1. La ville de Muea dans la Province du Sud-Ouest au Cameroun.

Figure 1. The city of Muea in South West Province, Cameroon.

les salariés ou les chômeurs au cours d'une période de référence spécifiée. Les actifs comprennent les agriculteurs et les non-agriculteurs. Afin de tenir compte des activités horticoles, identifiées comme un segment émergent (Parrot *et al.*, 2006), nous avons examiné trois groupes distincts d'actifs : les horticulteurs, les agriculteurs vivriers et les non-agriculteurs. Les horticulteurs regroupent les actifs spécialisés dans la production horticole et son commerce, et éventuellement engagés dans d'autres activités (dont les cultures de rente). Les agriculteurs vivriers comprennent seulement les agriculteurs impliqués dans la production de racines et tubercules et son commerce, et éventuellement engagés dans d'autres activités (dont les cultures de rente), mais à l'exception de

l'horticulture. Les non-agriculteurs sont exclusivement impliqués dans des activités commerciales non agricoles (artisanat, services et commerce urbain, transport) et/ou agricoles pour l'auto-consommation et la location.

L'évolution des conditions de vie des agriculteurs familiaux

Stagnation démographique mais étalement urbain

La ville regroupe une soixantaine d'ethnies différentes, résultat de fortes

migrations économiques depuis les *binterlands* et du pays bamiléké en particulier. Entre 1995 et 2004, le nombre de ménages a augmenté de 13 % seulement en passant de 1 309 à 1 477 ménages recensés. La population estimée aurait même légèrement baissé, de 6 545 à 6 444 habitants, avec une baisse de la taille des ménages de 5,0 à 4,36, ce qui peut sembler surprenant dans une zone relativement prospère. L'explication est peut-être à trouver dans le nombre important de villes secondaires dans le département, qui favorise les installations dans les localités voisines. Cela montre en tout cas la limite des études sur de petites villes et la nécessité de les compléter à des échelles supérieures pour expliquer certains phénomènes. Par ailleurs, durant la même période, le nombre de maisons a augmenté de 67 %, avec un grand nombre d'entre elles en cours de construction au moment de la dernière enquête. Cela illustre l'éclatement et la dispersion de ménages qui vivaient auparavant sous le même toit et qui se sont installés dans de nouveaux logements. Ces observations, qui méritent d'être approfondies, montrent le processus d'urbanisation à population constante et les pressions qui vont s'exercer sur les ressources naturelles (Keilman, 2003).

L'amélioration des conditions de vie

Le nombre total d'actifs impliqués dans des activités agricoles a augmenté d'environ 20 % et le revenu global de la ville de 14 %. Le taux de pauvreté reste élevé, même s'il est passé de 52 % à 40 % entre 1995 et 2004. Le nombre d'agriculteurs impliqués dans l'horticulture est resté relativement stable, mais leur revenu a augmenté comme cela est détaillé dans la section suivante. Le *tableau 1* décrit une amélioration généralisée des conditions de vie de la population.

Environ la moitié de la population totale possède des terres cultivées, même les actifs qui n'ont pas d'activités dans le secteur agricole (ils possèdent ou louent des parcelles à des fins d'autoconsommation). Avec l'unification du pays en 1972, la réforme agraire de 1974 a unifié les systèmes fonciers légaux au Cameroun, mais la gestion traditionnelle des terres prévaut.

Tableau 1. Statistiques descriptives pour la ville de Muea entre 1995 et 2004.

Table 1. Descriptive statistics for the city of Muea in 1995 and 2004.

Variables	1995				2004							
	Horticulteurs (N = 221)		Agriculteurs vivriers (N = 144)		Non-agriculteurs (N = 103)		Horticulteurs (N = 197)		Agriculteurs vivriers (N = 194)		Non-agriculteurs (N = 147)	
	Fréquence (moyenne) ¹	% de l'observation variable Écart-type	Fréquence (moyenne) ¹	% de l'observation variable Écart-type	Fréquence (moyenne) ¹	% de l'observation variable Écart-type	Fréquence (moyenne) ¹	% de l'observation variable Écart-type	Fréquence (moyenne) ¹	% de l'observation variable Écart-type	Fréquence (moyenne) ¹	% de l'observation variable Écart-type
Revenus (euros)	92,00		2500,00		2600,00		236,00		334,00		3900,00	
Âge (années)	38,93	(0,88)	38,00	(1,09)	36,21	(1,29)	43,62	(1,03)	35,41	(1,04)	35,42	(1,19)***
Taille du ménage	6,45	(0,26)	5,59	(0,32)	5,66	(0,38)	5,13	(0,21)	5,78	(0,21)	4,62	(0,24)**
Années passées en ville	12,05	(1,00)	14,11	(1,24)	10,30	(1,47)	18,39	(1,06)	6,54	(1,06)	10,85	(1,22)***
Superficie foncière (ha)	-		-		-		1,98	(0,17)	1,46	(0,17)	1,02	(0,19)***
Sexe**												
Homme	105	47,51 %	84	58,33 %	70	67,96 %	103	52,28 %	91	46,91 %	83	56,46 %
Femme	116	52,49 %	60	41,67 %	33	33,04 %	94	47,72 %	103	53,09 %	64	43,54 %
Éducation**												
Aucune	79	35,75 %	38	26,57 %	19	18,63 %	44	22,34 %	27	13,92 %	13	8,83 %***
École élémentaire	108	48,87 %	68	47,55 %	53	51,96 %	113	57,36 %	126	64,95 %	59	40,14 %***
École secondaire +	34	15,38 %	37	25,87 %	30	29,41 %	40	20,30 %	41	21,13 %	75	51,02 %***
Cultures de rente***												
Oui	43	19,46 %	29	20,14 %	0	0 %	53	26,90 %	17	8,76 %	0	0 %***
Non	178	80,54 %	115	79,86 %	103	100 %	144	73,10 %	177	91,24 %	147	100 %***
Chef de ménage												
Oui	133	60,18 %	100	69,44 %	72	69,90 %	149	75,63 %	60	30,93 %	102	69,39 %***
Non	88	39,82 %	44	30,56 %	31	30,10 %	48	24,37 %	134	69,07 %	45	30,61 %***
Propriété foncière***												
Oui	119	53,85 %	71	49,31 %	26	25,24 %	130	65,99 %	114	59,07 %	41	28,08 %***
Non	102	46,15 %	73	50,69 %	77	74,76 %	67	34,01 %	79	40,93 %	105	71,92 %***
Habitat												
Temporaire (bois)	203	91,86 %	130	90,28 %	87	84,47 %	161	82,14 %	149	77,20 %	100	68,03 %*
Permanente (ciment)	11	4,98 %	9	6,25 %	10	9,71 %	23	11,73 %	35	18,13 %	37	25,17 %*
Semi-permanente (mixte)	7	3,17 %	5	3,47 %	6	5,83 %	12	6,12 %	9	4,66 %	10	6,80 %*
Propriété immobilière												
Locataire & autre	113	51,13 %	77	53,47 %	49	47,57 %	86	43,65 %	71	36,60 %	93	63,27 %***
Propriété	108	48,87 %	67	46,53 %	48	46,60 %	111	56,35 %	123	63,40 %	54	36,73 %***

Tableau 1. (Suite)

Variables	1995						2004					
	Horticulteurs (N = 221)		Agriculteurs vivriers (N = 144)		Non-agriculteurs (N = 103)		Horticulteurs (N = 197)		Agriculteurs vivriers (N = 194)		Non-agriculteurs (N = 147)	
	Fréquence (moyenne) ¹	% de l'observation variable	Fréquence (moyenne) ¹	% de l'observation variable	Fréquence (moyenne) ¹	% de l'observation variable	Fréquence (moyenne) ¹	% de l'observation variable	Fréquence (moyenne) ¹	% de l'observation variable	Fréquence (moyenne) ¹	% de l'observation variable
Participation à												
Aucune association	48	21,72 %	42	29,17 %	37	35,92 %	35	17,77 %	137	70,62 %	44	29,93 %
Une association	108	48,87 %	68	47,22 %	39	37,86 %	32	16,24 %	16	8,25 %	31	21,13 %
Deux associations ou +	65	29,41 %	34	23,61 %	27	26,21 %	130	65,99 %	41	21,13 %	72	48,98 %
Transferts monétaires**												
Oui	72	32,58 %	29	20,14 %	16	15,53 %	117	59,39 %	41	21,13 %	99	67,35 %
Non	149	67,42 %	115	79,86 %	87	84,47 %	80	40,61 %	153	78,87 %	48	32,65 %
Intrants de synthèse***												
Aucun	130	58,82 %	103	71,53 %	99	96,12 %	34	17,26 %	150	77,32 %	143	97,28 %
Un	60	27,15 %	22	15,28 %	1	0,97 %	31	15,74 %	19	9,79 %	0	0 %
Deux ou +	31	14,03 %	19	13,19 %	3	2,91 %	132	67,01 %	25	12,89 %	4	2,72 %
Accès à l'eau potable*												
Borne publique	199	90,05 %	119	82,64 %	91	88,36 %	105	53,30 %	112	57,73 %	88	59,86 %
Robinet privé	2	0,90 %	2	1,39 %	5	4,85 %	5	2,54 %	12	6,19 %	11	7,48 %
Autre	20	9,05 %	23	15,97 %	7	6,80 %	87	44,16 %	70	36,08 %	48	32,65 %
Electricité												
Compteur collectif	109	49,32 %	65	45,14 %	54	52,43 %	110	55,84 %	82	42,27 %	91	61,90 %
Compteur privé	37	16,74 %	28	19,44 %	20	19,42 %	43	21,83 %	56	28,87 %	46	31,29 %
Pas d'accès	75	33,94 %	51	35,42 %	29	28,16 %	44	22,34 %	56	28,87 %	10	6,80 %

¹ Les données entre parenthèses sont quantitatives. Les moyennes ajustées sont estimées par la méthode des moindres carrés. La méthode Bonferroni a été employée pour la comparaison de tests multiples. * $P < 0,05$; ** $P < 0,01$; *** $P < 0,001$; N = nombre d'observations.

Un problème majeur réside dans la rétrocession de terres agricoles appartenant aux grandes plantations commerciales paraétatiques en faveur des autochtones, les *bakweri*. Ces terres très fertiles semblent être reconverties dans la promotion immobilière par ces derniers. Cela dit, la situation foncière, telle qu'elle est perçue par les personnes interrogées, s'est sensiblement améliorée entre 1995 et 2004. La propriété foncière est plus courante chez les horticulteurs.

Le marché du travail s'est développé sous la forme de travail rémunéré et de travail communautaire. Le travail rémunéré a fortement progressé, passant de moins d'1 % à 29 % chez les ménages, et 60 % des horticulteurs contre 15 % pour les autres agriculteurs. Le travail communautaire et le travail familial sont plus largement pratiqués par les horticulteurs (37 % et 88 % respectivement) que chez les agriculteurs vivriers (5 % et 28 % respectivement).

En ce qui concerne les indicateurs portant sur l'habitat, ils ont tous progressé positivement sur la période (propriété immobilière, statut du logement, adduction d'eau). L'amélioration des conditions de vie constatée montre que la pression foncière et l'intensification des pratiques ne provoquent pas

systématiquement un appauvrissement des ménages.

L'émergence des activités urbaines

L'analyse des résultats montre un triple effet de substitution à trois échelles différentes : substitution sectorielle à l'échelle de la ville (revenus urbains *vs* agricoles), agricole à l'échelle intrasectorielle (revenus horticulture, vivrier, cultures de rente) et substitution de l'autoconsommation alimentaire à l'échelle des ménages (horticulture *vs* vivrier).

L'emploi et les revenus doivent être distingués, ainsi que les niveaux d'agrégation des revenus. Si nous observons en effet une amélioration des conditions de vie, à commencer par les revenus, nous constatons de très fortes disparités dans l'évolution des indicateurs de revenus entre 1995 et 2004 (figure 2).

Au niveau global, le total des revenus annuels de la ville de Muea a augmenté de 14 % entre 1995 et 2004. Le revenu par habitant a augmenté de 34 % à 840 euros en 2004. Cette amélioration du revenu peut s'expliquer en partie par la réduction de la taille des ménages et par la date

du premier passage pour les enquêtes, période de crise économique et de dévaluation du franc CFA en 1994. Cela pourrait expliquer au moins partiellement cette amélioration puisque les salaires réels étaient à leur plus bas niveau en 1995. L'augmentation du revenu total est provoquée par la hausse des revenus non agricoles, qui ont plus que doublé de 1,16 à 2,58 millions d'euros, tandis que les revenus agricoles (horticulture, racines et tubercules et cultures de rente confondus) ont diminué de 60 %. La part des revenus non agricoles dans les revenus totaux est ainsi passée de 40 % en 1995 à 79 % en 2004, et elle a plus que compensé la baisse des revenus agricoles.

Le déclin de l'agriculture cache aussi de fortes disparités entre l'horticulture et les cultures vivrières. Un effet de substitution s'est produit entre cultures vivrières et horticoles, fortement lié à la baisse en revenus des cultures vivrières. Cette substitution est compréhensible dans la mesure où les cultures horticoles sont compétitives dans un contexte de forte pression foncière. Certes, les cultures vivrières offrent toujours les plus hauts revenus annuels en termes absolus par rapport à l'horticulture. Mais si les cultures vivrières représentaient en 1995 encore 95 % des revenus des cultures agricoles par agriculteur (racines et tubercules) et l'horticulture seulement 5 %, le rapport s'est équilibré en 2004, à 42 % et 58 % respectivement des revenus agricoles. Les tendances montrent que les revenus par actif impliqué dans des cultures vivrières ont considérablement diminué de 2 500 à 334 euros, alors que les revenus pour l'horticulture ont progressé de 92 à 236 euros. Ces résultats sont encore loin des revenus non agricoles par actif qui ont progressé de 2 600 à 3 900 euros (tableau 1). Rappelons que le salaire minimum mensuel au Cameroun est fixé à 22 500 FCFA, environ 34 euros par mois, 410 euros par an (INS, 2011). Tous les revenus agricoles à Muea sont encore inférieurs à ce niveau en dépit de leur augmentation. L'autoconsommation a diminué de près de 80 % entre 1995 et 2004 et fait face elle aussi à un effet de substitution important. L'autoconsommation en produits horticoles a augmenté de 48 %, tandis que celle des cultures vivrières a diminué de 89 %. La part de l'horticulture dans

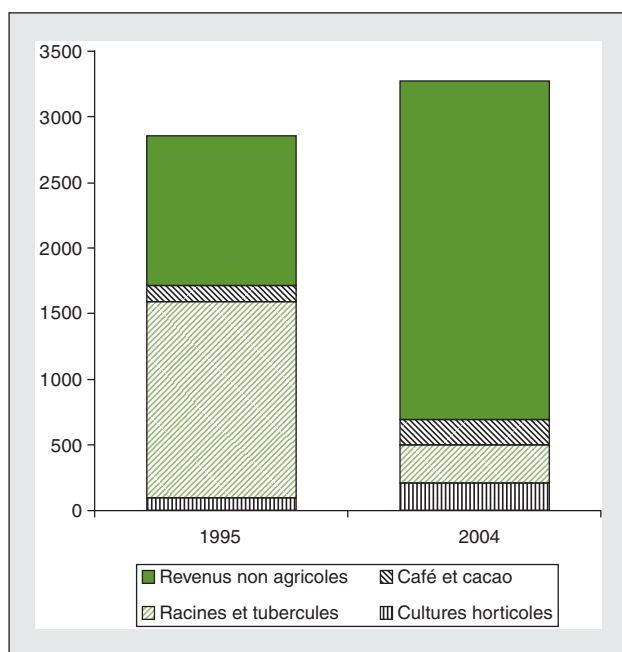


Figure 2. Évolution des revenus de la ville de Muea aux prix réels de 1995 (en milliers d'euros).

Figure 2. Revenues in Muea compared to 1995 actual prices (k€).

l'autoconsommation totale est ainsi passée de 6 % à 47 %. Cela confirme non seulement la marchandisation des échanges, mais aussi un changement dans les habitudes alimentaires.

L'émergence de l'horticulture

Concernant la pluriactivité, moins de 5 % des agriculteurs sont spécialisés uniquement dans l'horticulture en 1995 et 2004. En effet, environ un tiers des horticulteurs sont impliqués dans des activités urbaines et ils sont plus impliqués dans la production des cultures de rente que le reste de la population – alors que les activités non agricoles ont diminué chez les agriculteurs vivriers. Un tiers de la population active possède une deuxième source de revenus.

L'horticulture nécessite des intrants de synthèse en plus grande quantité que les cultures vivrières traditionnelles. Les dépenses totales pour les intrants de synthèse, ainsi que le nombre d'agriculteurs qui les utilisent, ont doublé entre 1995 et 2004. L'utilisation de deux ou plusieurs intrants de synthèse dans l'horticulture a augmenté de façon significative de 14 à 67 % grâce à l'appui des associations informelles financières. La fréquence de traitements des pesticides et des herbicides a été multipliée par quatre ou cinq. Les engrais et les fongicides n'ont pas augmenté significativement au cours de la période, mais ils demeurent à des niveaux élevés (Parrot *et al.*, 2008b).

La participation à des associations financières est largement répandue dans l'ouest du Cameroun et cela a été confirmé à Muea (Parrot, 1998). Nous avons constaté en 2004 que la participation est plus importante parmi ceux qui pratiquent l'horticulture que dans le reste de la population. La participation des horticulteurs dans deux ou plusieurs associations informelles financières, mesurée par le nombre d'associations auxquelles ils adhèrent, a doublé entre 1995 et 2004, passant de 29 à 66 % de la population des horticulteurs. En 2004, seule une petite fraction des agriculteurs vivriers a été impliquée dans deux ou plusieurs associations : 21 % par rapport à respectivement 66 et 49 % des horticulteurs et des non-agriculteurs. Enfin, l'analyse des transferts monétaires

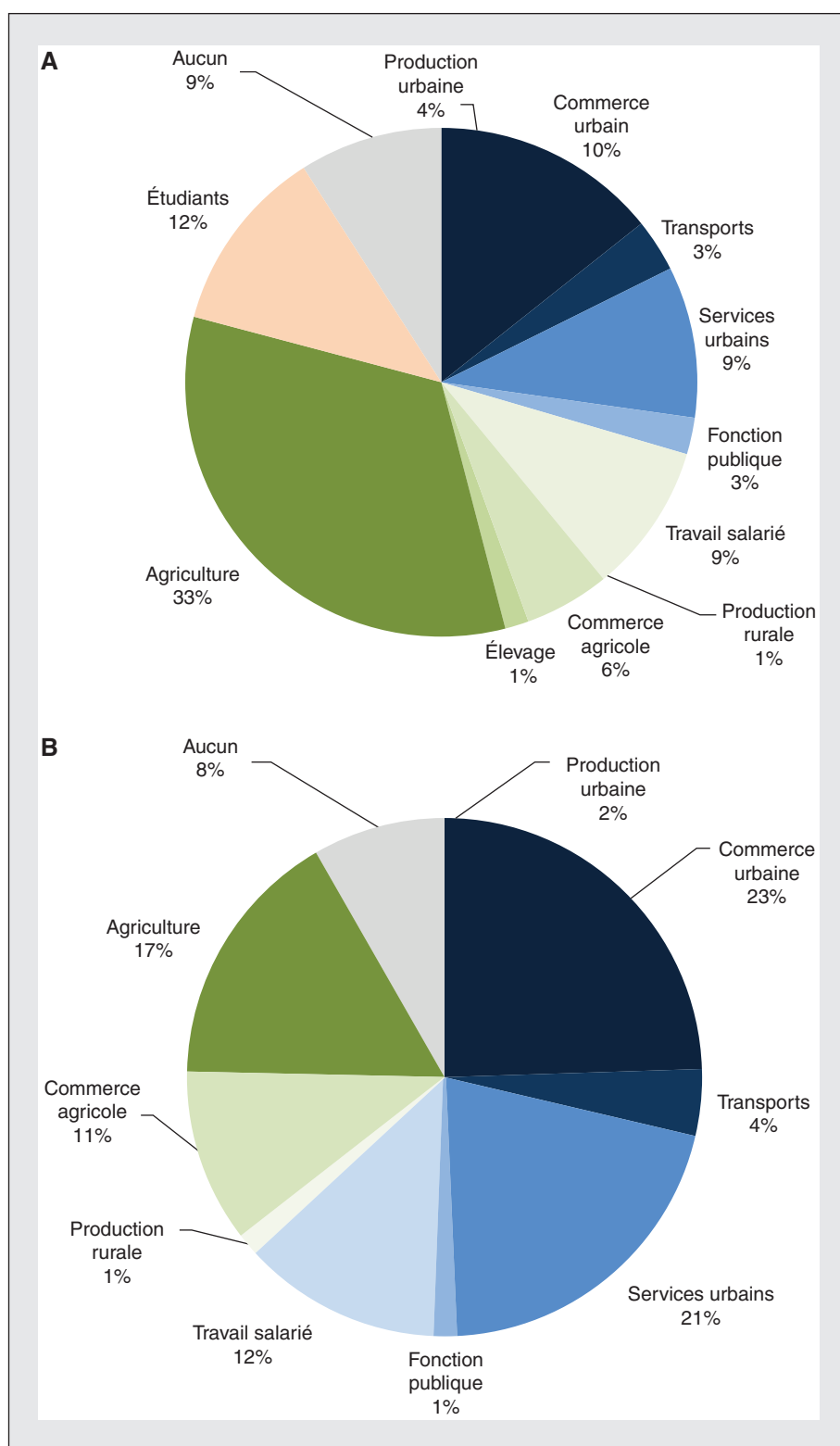


Figure 3. a) Activités professionnelles antérieures à l'activité actuelle des actifs exerçant au moins une activité non agricole à Muea en 2004 (N = 159). b) Prochaine activité professionnelle envisagée par les actifs exerçant au moins une activité non agricole à Muea en 2004 (N = 73).

Figure 3. a) Occupations prior to the current activity of working people engaged in at least one non-farm activity in Muea in 2004 (N = 159). b) Next anticipated occupational activity by working people engaged in at least one non-farm activity in Muea in 2004 (N = 73).

vers les villages de naissance des habitants montre que les cultures horticoles peuvent générer des flux monétaires au même titre que les activités urbaines (*tableau 1*).

Les trajectoires de l'agriculture familiale perçues par les actifs non agricoles

Enfin, dans ce contexte d'émergence des activités urbaines et du secteur horticole, les enquêtes se sont intéressées aux trajectoires des actifs exerçant au moins une activité urbaine, c'est-à-dire non agricole. Il s'agissait de connaître les activités précédentes à l'activité actuelle de la personne interrogée, ainsi que ses projets professionnels futurs. Les résultats sont reportés dans les *figures 3a et 3b*.

On confirme, par le suivi des activités passées et des projets futurs, un mouvement des activités agricoles vers des activités urbaines. Comme on peut le voir sur la *figure 3a*, la plupart (mais pas toutes) des personnes interrogées viennent du secteur agricole et l'ont donc quitté pour exercer leur activité urbaine. Mais si on regarde sous un angle plus positif les projets professionnels des personnes interrogées sur la *figure 3b*, on constate que 17 % d'entre elles envisagent de se lancer à terme dans des activités agricoles. Ce résultat nous montre que le déclin du secteur agricole n'est pas une fatalité mais qu'il subira des métamorphoses importantes par le profil des nouvelles générations d'agriculteurs. Il montre aussi que la mise en œuvre d'un projet professionnel agricole peut être motivée par une démarche volontaire et positive, et non subie par des contraintes de survie et de nécessité.

Conclusion

Les conditions de vie des ménages de notre cas se sont améliorées si l'on se réfère aux indicateurs de revenus et d'équipement. La pression foncière et l'intensification des pratiques ne provoquent pas systématiquement un appauvrissement des ménages. Nous avons observé des effets de substitution dans la structure des revenus à l'échelle de la ville, des ménages, et de l'auto-

consommation. La part des activités agricoles s'est effondrée tandis que la part des activités urbaines a fortement progressé. Malgré tout, le segment de l'horticulture tire son épingle du jeu à la fois pour les sources de revenus, mais aussi au niveau de l'autoconsommation des ménages. L'agriculture familiale est une activité encore largement répandue en termes d'emploi parmi la population. Elle reste à ce titre un objet de cohésion sociale fondamental. L'horticulture est un secteur en émergence, compétitif sous la pression foncière, et soutenu par la demande des villes en produits frais. L'horticulture est aussi appuyée par le crédit informel et du travail rémunéré ou communautaire. Elle occupe aussi une place croissante dans l'autoconsommation des ménages, mais ce point reste à approfondir. Enfin, l'horticulture contribue aux solidarités entre les migrants et leurs villages d'origine grâce aux transferts monétaires au même titre que les activités urbaines. En revanche, sous un angle environnemental et sanitaire, il existe un risque que les tendances actuelles observées sur les modalités de l'intensification horticole se poursuivent sur un rythme non soutenable. Les associations financières informelles auront à ce titre un rôle important à jouer pour soutenir et encadrer des itinéraires techniques alternatifs.

Le secteur agricole demeure le principal pourvoyeur d'emplois même s'il ne procure pas autant de revenus que le secteur urbain. Malgré les chutes de revenus agricoles observés, l'activité agricole se maintient parmi les ménages. L'analyse des trajectoires de l'agriculture familiale perçues par les actifs non agricoles montre qu'elle peut être attractive mais qu'elle subira des changements importants du fait des profils sociaux des nouvelles générations d'agriculteurs. À ces formes d'agricultures familiales portées par une nouvelle génération sans doute plus capitaliste se juxtaposeront des agricultures de subsistance ou de précaution, encore nécessaires dans un contexte de forte précarité (Cour, 2007). Paradoxalement, les formes les moins durables de production agricoles s'observeront auprès des agricultures familiales de subsistance ou de précaution. En effet, sans capital, sans droits de propriété foncière, et donc à défaut de pouvoir investir, les agricul-

tures familiales de subsistance risquent de maintenir des pratiques non soutenables observées actuellement aux périphéries des grandes villes.

Les zones de croissance côtières de l'Afrique de l'Ouest sont composées d'une multitude de bourgs similaires entraînés dans des processus complexes de pluriactivité, de mobilité professionnelle, et de relations villes/campagne aux contours flous, mais marquées par de profondes synergies et solidarités. Dans les zones périurbaines des grandes villes, l'urbanisation nous incite à réaliser des analyses dynamiques et approfondies, dans une logique territoriale susceptible de tenir compte des interactions et synergies entre agriculture et milieu urbain. Nous avons montré l'ampleur et la rapidité de la transformation à l'échelle d'une petite ville en l'espace d'une dizaine d'années. Il ressort de cette étude que le secteur agricole dans des zones agro-écologiques s'intensifie différemment selon les segments agricoles (vivrier, horticulture, cultures de rente).

Cette étude illustre les limites grandissantes de la dichotomie urbaine *vs* rurale, et l'intérêt d'isoler dans l'analyse des segments urbains et ruraux, et notamment les « petites » villes. La pluriactivité à ce titre montre la difficulté de qualifier l'activité professionnelle des ménages uniquement par l'activité principale déclarée du chef de ménage, comme c'est le cas dans les enquêtes nationales. Plus largement, la pluriactivité des actifs permet de lutter contre la pauvreté, mais aussi d'investir dans des activités agricoles. L'analyse des trajectoires de la pluriactivité des agricultures familiales des petites villes apportera sans doute beaucoup à la compréhension de stratégies alternatives et différenciées d'investissement dans l'agriculture. Elle révèle d'ores et déjà que la population active des agricultures familiales et des ménages en général devra être appuyée par des politiques à la fois agricoles et urbaines. ■

Références

Cour JM, 2007. Peuplement, urbanisation et développement rural en Afrique subsaharienne : un cadre d'analyse démo-économique et spatial. *Afrique contemporaine* 3(223-224):363-401.

Cour JM, 2001. The Sahel in West Africa : countries in transition to a full market economy. *Global Environmental Change* 11(1):31-47.

- De Janvry A, 2010. Agriculture for development : new paradigm and options for success. *Agricultural Economics* 41:17-36.
- Diao X, Hazell P, Thurlow J, 2010. The role of agriculture in african development. *World Development* 38(10):1375-83.
- ECAM 3, 2007. *Document de méthodologie générale*. Yaoundé (Cameroun): Institut national de la statistique, Ministère de l'Économie et des Finances.
- Haggblade S, Hazell PBR, Reardon T, 2007. *Transforming the Rural Nonfarm Economy*. Baltimore: The John Hopkins University Press.
- Headey D, Dereje M, Taffesse AS, 2014. Land constraints and agricultural intensification in Ethiopia : a village-level analysis of high-potential areas. *Food Policy* 48:129-41.
- INS, 2013. *Annuaire statistique du Cameroun 2011*. Yaoundé (Cameroun): Institut national de la statistique, Ministère de l'Économie et des Finances.
- INS, 2011. *Deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel au cameroun (EESI 2)*. Yaoundé (Cameroun): Institut national de la statistique, Ministère de l'Économie et des Finances.
- INS, 2009. *Manuel des concepts et définitions*. Yaoundé (Cameroun): Institut national de la statistique, Ministère de l'Économie et des Finances.
- Keilman N, 2003. The threat of small households. *Nature* 421:489-90.
- Losch B, Fréguin-Gresh S, White E, 2011. *Rural transformation and late developing countries in a globalizing world. a comparative analysis of rural change*. Final Report of the RuralStruc Program, Revised Version. Washington.
- Parrot L, Dongmo C, Ndoumbé M, Poubom C, 2008a. Horticulture, livelihoods, and urban transition in Africa : Evidence from South-West Cameroon. *Agricultural Economics* 39(2):245-56.
- Parrot L, Tatong Dongmo C, Nkeng MN, Poubom C, 2008b. Horticulture, livelihoods and pesticides in Africa: evidence from south-West Cameroon. In: *Diversifying Crop Protection: ENDURE International Conference 2008, La Grande Motte, France, 12-15 octobre 2008*.
- Parrot L, Kahane R, Nounamo L, Nantchouang A, 2006. Prospering peri-urban horticulture: evidence from South-West Cameroon between 1995 and 2004. In : Batt PJ, Jayamangkala N (eds). *Proceedings of the First International Symposium on Improving the Performance of Supply Chains in the Transitional Economies, Chiang Mai, Thailand, July 19-23, 2005*. Louvain (Belgique): ISHS: 349-56.
- Parrot L, 1998. Caractéristiques d'un système financier informel au Cameroun anglophone : le cas de la ville de Muea. *Autrepart* 7:153-67.
- Taylor JE, Adelman I, 1996. *Village economies : the design, estimation, and use of village-wide economic models*. Cambridge: Cambridge University Press.
- United Nations, 2014. *World urbanization prospects - The 2014 revision*. New York: United Nations Population Division, Department of Economic and Social Affairs.
- Wiggins S, 2000. Interpreting changes from the 1970s to the 1990s in african agriculture through village studies. *World Development* 28(4):631-62.
- Wiggins S, Kirsten J, Llambí L, 2010. The future of small farms. *World Development* 38:1341-8.